

**TRIBUNAL  
DE GRANDE  
INSTANCE  
DE PARIS**

3ème chambre 1ère  
section

N° RG 15/16159

N° MINUTE :

Assignation du :  
20 octobre 2015

**JUGEMENT**  
**rendu le 21 juin 2018**

**DEMANDEURS**

**Monsieur** [REDACTED]  
35-36 24th Street  
Long Island City  
11106 NEW YORK (ETATS-UNIS)

**Société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT LLC**  
18 West 83rd Street New York  
10024 NEW YORK (ETATS-UNIS)

représentées par Maître Charles-antoine JOLY de la SELARL  
@MARK, avocats au barreau de PARIS, vestiaire #J0150

**DÉFENDEURS**

**Monsieur** [REDACTED]  
17 Essex Villas  
W87BP LONDRES (ROYAUME-UNI)

**Madame** [REDACTED]  
17 Essex Villas  
W87BP LONDRES (ROYAUME-UNI)

**Société OMB PUBLISHING LTD**  
17 Essex Villas  
W87BP LONDRES (ROYAUME-UNI)

**Monsieur** [REDACTED]  
Les Villas de Bellet BT3  
209 route de Bellet  
06200 NICE

représentés par Maître Valérie MORALES de la SELEURL VALERIE  
MORALES AVOCAT, avocats au barreau de PARIS, vestiaire #P0346

**Expéditions  
exécutoires  
délivrées le :**

### COMPOSITION DU TRIBUNAL

Marie-Christine COURBOULAY, Vice Présidente  
Gilles BUFFET, Vice président  
Aurélie JIMENEZ, Juge

assistés de Maud JEGOU, Greffier

### DEBATS

A l'audience du 28 mai 2018  
tenue en audience publique

### JUGEMENT

Prononcé publiquement par mise à disposition au greffe  
Contradictoire  
en premier ressort

M. [REDACTED] se présente comme le fondateur, directeur de création et rédacteur en chef du magazine LA RIVIERA RUSSE, rédigé en langue russe à destination de voyageurs et résidents russes et principalement distribué sur les sites français de villégiature des touristes russes, à savoir la Côte d'Azur, Courchevel et Paris. Cette publication était consacrée aux arts et au luxe en général.

Le magazine LA RIVIERA RUSSE a été édité par la société RR EDITIONS depuis août 2011, laquelle a été placée en liquidation judiciaire le 2 juin 2015.

Le dernier numéro est paru, selon les déclarations des parties, en hiver 2014.

M. [REDACTED] revendique la titularité des droits d'auteur sur les "nom, logo, concept et design" du magazine LA RIVIERA RUSSE.

La société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT fait valoir qu'elle est propriétaire, en vertu de contrats de cession consentis à son profit par M. [REDACTED] le 8 octobre 2015 et inscrits à l'INPI le 12 octobre 2015, des marques suivantes :

- la marque française verbale LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA n°11 3 841 462, déposée le 26 juin 2011, enregistrée le 14 octobre 2011, pour désigner des services des classes 35, 38 et 41.

- la marque française semi-figurative n°13 4 054 777 (déclinaison stylisée en caractères cyrilliques de RIVIERA RUSSE) :

**РУССКАЯ РИВИЕРА**

déposée le 15 décembre 2013 et enregistrée le 18 avril 2014, pour désigner notamment des produits des classes 16, 35, 41 et 43, dont les journaux.

M. [REDACTED] explique que M. [REDACTED] propriétaire de la société FURSTENBERG FINANCE, qui était entrée dans le capital de la société RR EDITIONS en novembre 2014, aurait dénoncé le 8 avril 2015 un pacte d'associé conclu avec M. [REDACTED] retirant ainsi le financement promis par sa société, qui était actionnaire majoritaire, à la société RR EDITIONS, ce qui a été à l'origine de ses difficultés financières et de sa liquidation judiciaire, toujours en cours.

M. [REDACTED] indique que M. [REDACTED] et Mme [REDACTED], ancienne vice-présidente en charge de la communication du magazine LA RIVIERA Russe, ont fondé le 5 mai 2015 la société de droit anglais OMB PUBLISHING LTD, et ont édité le premier numéro du magazine LA ROULETTE Russe/RUSSIAN ROULETTE en juillet 2015.

Estimant que ce nouveau magazine reprenait de manière quasi identique le logo figurant en couverture du magazine LA RIVIERA Russe, et une très grande partie des éléments caractéristiques de ce magazine, M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT, après avoir mis en demeure la société OMB PUBLISHING LTD de cesser ces agissements, par lettre du 21 juillet 2015, ont, par exploits d'huissier du 20 octobre 2015, fait assigner la société OMB PUBLISHING, M. [REDACTED], Mme [REDACTED], ses actionnaires, et M. [REDACTED], son directeur marketing France, devant le tribunal de grande instance de Paris, en contrefaçon de droits d'auteur, de marques et concurrence déloyale et parasitaire.

Par conclusions d'incident notifiées par la voie électronique le 28 novembre 2016, la société OMB PUBLISHING LTD, M. [REDACTED], Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] ont saisi le juge de la mise en état d'un incident afin de sursis à statuer, dans l'attente de l'issue d'une procédure pendante devant la 31ème chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, saisie à la requête de la société FURSTENBERG FINANCE, par citation directe du 2 juin 2016 :

- à l'encontre de M. [REDACTED] pour des faits d'abus de bien social *"pour s'être approprié le 18 septembre 2014 à titre personnel la marque française verbale LA RIVIERA Russe/RUSSKAYA RIVIERA n°11 3 841 462 qui appartenait à la société RR EDITIONS"* et de récel d'abus de bien social *"pour avoir transmis cette marque à la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT le 12 octobre 2015"*,

- à l'encontre de la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT pour récel d'abus de bien social *"pour avoir détenu cette marque depuis le 12 octobre 2015 en connaissance de l'abus de bien social commis par M. [REDACTED]"*.

- à l'encontre de MM. [REDACTED] et [REDACTED] pour *"avoir effectué le 15 décembre 2013 le dépôt de la marque française semi-figurative n°13 4 054 777 en violation des droits de marques antérieurs de la société RR EDITIONS, de ses droits d'auteur sur le magazine LA RIVIERA Russe et de sa dénomination sociale"*.

Par ordonnance du 12 janvier 2017, le juge de la mise en état a rejeté la demande de sursis à statuer et condamné in solidum la société OMB PUBLISHING LTD, M. [REDACTED], [REDACTED] et

M. [REDACTED] payer à M. Anton [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT 1.500 euros chacun au titre de l'article 700 du code de procédure civile et aux dépens.

Le 30 janvier 2017, la société OMG PUBLISHING LTD, M. [REDACTED], Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] ont interjeté appel de cette ordonnance.

L'ordonnance de clôture, rendue le 10 octobre 2017, a été révoquée par ordonnance du 27 novembre 2017. L'affaire, renvoyée à la mise en état pour conclusions en défense sur la décision de la cour d'appel et du tribunal correctionnel, a été fixée pour plaider le 28 mai 2018.

Selon arrêt du 23 janvier 2018, la cour d'appel de Paris a constaté le désistement de la société OMG PUBLISHING LTD, M. [REDACTED] Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] de leur appel formé contre l'ordonnance du juge de la mise en état du 12 janvier 2017.

Par jugement du 8 mars 2018, la 31ème chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a déclaré irrecevable la citation directe formalisée par la société FURSTENBERG FINANCE.

Dans leurs dernières conclusions notifiées par la voie électronique le 11 avril 2018, auxquelles il sera renvoyé pour un exposé de leurs moyens conformément à l'article 455 du code de procédure civile, M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT demandent au tribunal, au regard des articles L 111-1 et s., L 112-1 et s., L 335-3 et s. et L 713-1 et s., L 716-1 et s., L 716-7, L 176-9, L 716-10 et s. du code de la propriété intellectuelle, et 1240 du code civil:

- de déclarer M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT recevables et bien fondés en leurs demandes,

- de rejeter les demandes de la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED],

- de dire et juger que les imitation, diffusion, offre en vente, mise sur le marché et commercialisation par la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED] de magazines reproduisant les caractéristiques du magazine LA RIVIERA RUSSE, ainsi que l'imitation de la marque française semi-figurative n°13 4 054 777

РУССКАЯ РИВЕРА

et de la marque française verbale LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA n°11 3 841 462, constituent des actes de contrefaçon de droits d'auteur et de marques,

- de dire que le détournement des efforts des demandeurs constituent des actes de comportement déloyal et de parasitisme au préjudice de Monsieur [REDACTED] et de la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT,

- en conséquence :

- d'interdire à la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] de tels actes illicites, et ce sous astreinte de 5.000 euros par infraction constatée et de 10.000 euros par jour de retard, lesdites astreintes devant être liquidées par le tribunal de céans,

- d'ordonner la confiscation des magazines illicites détenus par la société OMB PUBLISHING LTD et ce notamment aux fins de leur destruction aux frais avancés de la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED]

- de condamner in solidum la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED] à payer à la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT 80.000 euros en réparation des atteintes aux droits sur ses marques,

- de condamner in solidum la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED] à payer à Monsieur [REDACTED] 80.000 euros en réparation des atteintes à ses droits d'auteur ;

- de condamner in solidum la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED] à payer à M. [REDACTED] et à la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT 100.000 euros à titre de dommages et intérêts du faits de leur comportement déloyal et parasitaire,

- de condamner in solidum la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED] à payer à M. [REDACTED] 30.000 euros à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice moral,

- d'ordonner, à titre de complément de dommages et intérêts, la publication du jugement à intervenir dans six journaux ou périodiques au choix de M. [REDACTED] et de la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT et aux frais avancés de la société OMB PUBLISHING LTD, dans la limite d'un budget de 10.000 euros HT par publication,

- d'ordonner la publication permanente du dispositif de la décision à intervenir sur la page d'accueil du site internet du magazine LA ROULETTE Russe : <http://russianroulette.eu> pendant 6 mois, et ce dans un délai de 8 jours à compter de la signification de la décision à intervenir, sous astreinte de 10.000 euros par jour de retard,

- de dire que ces publications devront s'afficher de façon visible en lettres de taille suffisante, aux frais avancés de la société OMB PUBLISHING LTD, en dehors de tout encart publicitaire et sans mention ajoutée, dans un encadré de 468x120 pixels : le texte qui devra s'afficher en partie haute et immédiatement visible de la page d'accueil devant être précédé du titre AVERTISSEMENT JUDICIAIRE en lettres capitales et gros caractères,

- de dire que les condamnations porteront sur tous les faits illicites commis jusqu'au jour du prononcé du jugement à venir,

- d'ordonner l'exécution provisoire du jugement,

- de condamner la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et [REDACTED] à payer à M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT 15.000 euros chacun en application de l'article 700 du code de procédure civile, et aux dépens, dont distraction au profit de Me Charles-Antoine JOLY, avocat, conformément à l'article 699 CPC.

Dans leurs dernières conclusions notifiées par la voie électronique le 12 mars 2018, auxquelles il sera renvoyé pour un exposé de leurs moyens conformément à l'article 455 du code de procédure civile, la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED] demandent au tribunal, vu les articles 31, 32, 32-1 du code de procédure civile, et L.111-1, L.112-1, L.113-1, L.113-5, L.331-1-3 et L.711-2 du code de la propriété intellectuelle, de, sous le bénéfice de l'exécution provisoire :

- à titre principal,

- dire et juger M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT dépourvus de tout droit à agir à l'encontre des défendeurs,

- les déclarer irrecevables en leurs demandes, fins et conclusions,

- subsidiairement,

- dire et juger que la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED], M. [REDACTED] et M. [REDACTED] n'ont commis aucun acte de contrefaçon de marques ou de droit d'auteur, ni d'acte de concurrence déloyale ou de parasitisme à l'encontre de M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT,

- débouter M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT de l'ensemble de leurs demandes, fins et conclusions,

- à titre infiniment subsidiaire,

- dire et juger que M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT n'ont subi aucun préjudice et les débouter de leurs demandes,

- à titre reconventionnel,

- condamner M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT, chacun, à payer une amende civile de 3.000 euros ;

- condamner in solidum M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT à payer à la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED], M. [REDACTED] et M. [REDACTED], chacun, la somme de 40.000 euros à titre de dommages et intérêts pour procédure abusive ;

- condamner in solidum M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT à payer à la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED], M. [REDACTED] et M. [REDACTED], chacun, la somme de 10.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile, "dont recouvrement au profit de la SCP LASSERI SCETBON & associés "

L'ordonnance de clôture a été rendue le 22 mai 2018.

Les parties ayant régulièrement constitué avocat, le présent jugement, rendu en premier ressort, sera contradictoire en application de l'article 467 du code de procédure civile.

#### MOTIFS DU JUGEMENT :

Sur la fin de non-recevoir tirée de l'irrecevabilité des demandes formées à l'encontre de M. [REDACTED], Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] :

Mme [REDACTED], M. [REDACTED] et M. [REDACTED] opposent que M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT ne précisent pas à quel titre ils formulent des demandes à leur encontre ; que si les demandeurs indiquent que M. [REDACTED] et Mme [REDACTED] sont les fondateurs de la société OMB PUBLISHING LTD et M. [REDACTED] le directeur marketing de RUSSIAN ROULETTE, ils ne font état d'aucune faute distincte de celles qui sont reprochées à la société OMB PUBLISHING LTD, ce qui rend les demandes formées à l'encontre de M. [REDACTED], Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] irrecevables.

M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT soutiennent en substance qu'en leur qualité de créateurs et rédacteurs du magazine LA ROULETTE RUSSE édité et mis en vente par la société OMB PUBLISHING LTD, M. [REDACTED], Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] se sont rendus coupables de contrefaçon et de concurrence déloyale et parasitaire.

#### SUR CE :

Aux termes de l'article 122 du code de procédure civile, constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer

l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée.

Si, en vertu de l'article 12 du code de procédure civile, le juge tranche le litige conformément aux règles de droit qui lui sont applicables, et qu'il doit donner ou restituer leur exacte qualification aux faits et actes litigieux sans s'arrêter à la dénomination que les parties en auraient proposée, le juge n'a pas l'obligation de relever d'office un moyen qui n'est pas de pur droit et il incombe aux parties d'explicitier les moyens, en fait et en droit, sur lesquels ils fondent leurs demandes.

Aussi, il appartient à M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT, qui sollicitent la condamnation in solidum de M. [REDACTED], Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] avec la société OMB PUBLISHING LTD, de préciser le fondement juridique d'une telle demande.

Or, les moyens développés par M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT au titre de la contrefaçon concernent exclusivement la société OMB PUBLISHING qui a édité et offert à la vente le magazine LA ROULETTE RUSSE/RUSSIAN ROULETTE argué de contrefaisant.

M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT ne font état d'aucune faute personnelle de M. [REDACTED], Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] qui puisse être détachée des faits reprochés à la société OMB PUBLISHING, la seule considération qu'ils aient fondé cette société et participé à son activité étant sans portée, dès lors que les actes accomplis au profit de la société OMB PUBLISHING, qui est une personne morale, relève de sa seule responsabilité.

Aussi, il convient de déclarer M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT irrecevables en leurs demandes formées contre M. [REDACTED], Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] au titre de la contrefaçon.

**Sur les droits d'auteur de M. [REDACTED] sur les nom, logo, concept et design du magazine LA RIVIERA RUSSE :**

M. [REDACTED] soutient qu'il est à l'origine de la création du magazine, et qu'il bénéficie ab initio de la titularité des droits d'auteur sur l'oeuvre ; que ses droits n'ont jamais été cédés à la société RR EDITIONS ; qu'il découle du procès-verbal de l'assemblée générale du 15 août 2011 de cette société que les droits aux nom, logo, concept et design du magazine appartiennent à M. [REDACTED] ; que ceci est confirmé par le pacte d'associé signé le 5 septembre 2011, à l'unanimité des associés de la société RR EDITIONS, prévoyant qu'à la suite de la décision de l'assemblée générale ordinaire du 15 août 2011 de la société RR EDITIONS, les associés reconnaissent que le nom, le logo et le design de la revue LA RIVIERA RUSSE appartiennent à M. [REDACTED] et constituent sa propriété intellectuelle ; que la revue comporte une mention de copyright attribuant la propriété du design, des



textes et des photos à M. [REDACTED] ; que les propres collaborateurs de la revue témoignent que la mise en page, la charte graphique et la direction artistique étaient assurées par Monsieur [REDACTED] et lui seul ; que le magazine LA RIVIERA RUSSE présente des caractéristiques uniques ; que la charte graphique du magazine en caractérise l'originalité ; que le logo de LA RIVIERA RUSSE est une déclinaison stylisée des mots en cyrillique et que le nom RIVIERA est original en ce qu'il est détourné pour désigner une revue destinée à la haute bourgeoisie russe en villégiature dans le sud est de la France.

La société OMB PUBLISHING LTD répond que M. [REDACTED] est irrecevable à se prévaloir de droits d'auteur sur les nom, logo, concept et design du magazine LA RIVIERA RUSSE ; qu'en effet, il ne précise pas en quoi ils seraient originaux ; qu'il ne précise pas les éléments revendiqués de la maquette du magazine qui seraient caractéristiques et marqueraient l'empreinte de sa personnalité ; que le choix de mise en page ne procède, en aucun cas, d'une création artistique ; que le choix des polices de caractères, pas plus que celui d'avoir centré une photo, ne sont de nature à démontrer un quelconque apport personnel d'un auteur ; que le titre du magazine LA RIVIERA RUSSE n'est pas original, se contentant de désigner des régions de Russie fréquentées par la haute bourgeoisie russe, étant précisé que le magazine est destiné à la jet set russophone ; que le logo n'est que la simple traduction en caractère cyrillique de la marque RIVIERA RUSSE et se trouve par conséquent dénué de toute originalité ; qu'à défaut de caractère original, la maquette, la charte graphique et le logo LA RIVIERA RUSSE ne sont pas protégeables au titre du droit d'auteur ; qu'en toute hypothèse, il est rappelé qu'une personne morale qui commercialise une œuvre sous son nom de façon non équivoque est présumée être titulaire des droits d'exploitation à l'égard des tiers poursuivis en contrefaçon ; que la société RR EDITIONS a toujours exploité sous son nom la revue qui a la même dénomination, et ce, du premier au dernier numéro publié fin 2014 ; qu'elle est donc présumée titulaire des droits d'auteur sur la revue LA RIVIERA RUSSE ; qu'il appartient à M. [REDACTED] d'apporter la preuve contraire, à savoir qu'il serait l'auteur ou le cessionnaire des droits d'auteur sur la charte graphique, le nom, le logo et le design de la revue objet du litige, sur lesquels il revendique des droits d'auteur ; que M. [REDACTED] ne justifie pas être à l'origine du design, du logo et de la charte graphique de la revue ; que la revue ne cite M. [REDACTED] qu'en qualité de rédacteur en chef, lequel n'a pas participé à la création artistique de sa maquette, son logo ou sa charte graphique ; que les droits d'auteur étant détenus par la société RR EDITIONS, celle-ci pouvait seule agir en contrefaçon.

#### SUR CE :

En application de l'article L 111-1 du code de la propriété intellectuelle, l'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous comportant des attributs d'ordre intellectuel et moral ainsi que des attributs d'ordre patrimonial. Et, en application de l'article L 112-1 du même code, ce droit appartient à l'auteur de toute œuvre de l'esprit, quels qu'en soient le genre, la forme d'expression, le mérite ou la destination.

Si la protection d'une œuvre de l'esprit est acquise à son auteur sans formalité et du seul fait de la création d'une forme originale en ce sens qu'elle porte l'empreinte de la personnalité de son auteur et n'est pas la banale reprise d'un fonds commun non appropriable, il appartient à celui qui se prévaut d'un droit d'auteur dont l'existence est contestée de définir et d'explicitier les contours de l'originalité qu'il allègue. En effet, seul l'auteur, dont le juge ne peut suppléer la carence, est en mesure d'identifier les éléments traduisant sa personnalité et qui justifient son monopole et le principe de la contradiction posé par l'article 16 du code de procédure civile commande que le défendeur puisse connaître précisément les caractéristiques qui fondent l'atteinte qui lui est imputée et apporter la preuve qui lui incombe de l'absence d'originalité.

A cet égard, si une combinaison d'éléments connus ou naturels n'est pas a priori exclue de la protection du droit d'auteur, encore faut-il que la description qui en est faite soit suffisamment précise pour limiter le monopole demandé à une combinaison déterminée opposable à tous sans l'étendre à un genre insusceptible d'appropriation.

M. [REDACTED], qui se prétend titulaire des droits d'auteur sur les nom, logo, "concept et design" du magazine LA RIVIERA RUSSE, doit donc en expliciter l'originalité et indiquer en quoi ils porteraient l'empreinte de sa personnalité.

En premier lieu, il est relevé qu'il incombe à M. [REDACTED] de bien identifier les contours de l'œuvre revendiquée et que les notions de "concept et design" ne veulent rien dire par elles-mêmes et ne sont, par définition, pas susceptibles en tant que telles de protection au titre du droit d'auteur pour relever de l'idée de libre parcours, faute de formalisation suffisante.

On comprend néanmoins au vu de ses écritures que M. [REDACTED] sollicite la protection, outre du nom LA RIVIERA RUSSE et du logo composé de la traduction de ces termes en cyrilliques, de la maquette du magazine qu'il décrit.

M. [REDACTED] met en avant les "caractéristiques distinctives et uniques" qui singulariserait le magazine LA RIVIERA RUSSE à travers la taille de la maquette de 21 x 28 cm, un magazine de 160 pages, une pagination en bas à droite des pages dans la police de caractère FUTURA PT, une présentation graphique des titres des articles se caractérisant par des rubriques en police de caractère RUBANOK, en haut à droite de la page, soutenus par une bordure basse en trait fin continu noir, des titres des articles, en police de caractère RUBANOK noire, centrés, et soutenu par un court trait fin continu noir et centré, la police de caractère RUBANOK étant très rarement utilisée s'agissant d'une revue. M. [REDACTED] fait également valoir que la présentation graphique du sommaire du magazine se distingue par l'utilisation de la police de caractère RUBANOK, les rubriques apparaissant sur un fond représentant un paysage. Enfin, M. [REDACTED] explique que la présentation graphique de l'éditorial du rédacteur en chef est caractérisée par la dénomination de la rubrique, en haut à droite de la page, soutenue par une bordure en trait continu, le titre centré repris dans la même police de caractère RUBANOK, une bordure courte, en trait continu et centré soutenant le titre, une photo centrée sur la page encadrée de part et d'autre

par le texte, le texte divisé en deux colonnes, non justifié à droite et écrit dans la même police de caractère IN CALSON dans la même taille 9pt, et la signature du rédacteur en chef en italique en bas à droite de la page.

Mais M. [REDACTED], qui se borne à décrire la présentation graphique du magazine LA RIVIERA RUSSE, ne donne aucun élément de nature à expliquer en quoi les différents choix effectués au titre du design et de la maquette seraient le reflet de sa personnalité et autres que motivés par le seul souci de concevoir un magazine avec une présentation attirante pour le public, le fait de choisir une police de caractère peu utilisée ne présentant en soi aucun caractère original.

Concernant le nom et le logo du magazine LA RIVIERA RUSSE, le logo étant la représentation du nom RIVIERA RUSSE sous une forme stylisée en caractères cyrilliques :

РУССКАЯ РИВЬЕРА

il est observé que M. [REDACTED], qui se borne à faire valoir que le nom retenu serait un "détournement pour désigner une revue destinée à la haute bourgeoisie russe en villégiature dans le sud-est de la France" (page 9 des conclusions), ne donne pas plus d'explication pour justifier que l'association des termes LA RIVIERA RUSSE, serait originale et ce, d'autant que le terme Riviera désigne habituellement, pour les touristes, le littoral français de la Méditerranée. Aussi l'association des termes "LA RIVIERA RUSSE", qui vise explicitement les touristes russes en vacances en Côte d'Azur, est banale. Il en va de même pour la reproduction des termes dans un alphabet cyrillique "stylisé", certaines lettres en petits caractères se mélangeant avec d'autres en majuscules, M. [REDACTED] n'indiquant pas en quoi ce choix répondrait à d'autres considérations que de présenter un signe clairement identifiable pour le public.

Aussi, M. [REDACTED] n'explicitant aucune originalité du nom, du logo et de la maquette du magazine LA RIVIERA RUSSE, sera déclaré irrecevable en ses demandes formées au titre des droits d'auteur.

**Sur la titularité de la marque française verbale n°11 3 841 462 et de la marque française semi-figurative n°13 4 054 777 :**

La société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT fait valoir qu'elle est titulaire de ces marques, qui lui ont été cédées le 8 octobre 2015 par M. [REDACTED], lequel en était bien propriétaire ; que la marque française verbale LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA a été déposée, lors de la création du projet de magazine LA RIVIERA RUSSE, par M. [REDACTED] en son nom propre, aucune société RR EDITIONS, qui n'a été immatriculée que le 10 août 2011, n'étant constituée à l'époque ; qu'il n'a pas agi pour le compte de la société en formation ; qu'au regard des articles 1843 du code civil et R 210-5 du code de commerce, une reprise ne peut porter que sur un engagement expressément souscrit pour le compte de la société en formation ; que la preuve de l'existence d'un quelconque mandat chargeant M. [REDACTED] de déposer la marque LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA pour le compte de la société

RR EDITIONS en formation n'est pas rapportée par les défendeurs ; qu'au contraire, les statuts de la société RR EDITIONS mentionnent : "Etat des actes accomplis pour le compte de la société RR EDITIONS : NEANT"; que la société RR EDITIONS, dans son procès-verbal d'assemblée générale du 15 août 2011, a rejeté la reprise de la marque déposée par M. [REDACTED], tandis que le pacte d'associés de la société RR EDITIONS du 5 septembre 2011 rappelait que la marque LA RIVIERA Russe/RUSSKAYA RIVIERA appartenait à M. [REDACTED], la marque étant seulement mise à disposition de la société RR EDITIONS par un contrat de licence du 26 septembre 2011; que cette marque ne pouvait donc figurer à l'actif de la liquidation judiciaire de la société RR EDITIONS ; qu'en ce qui concerne la marque semi-figurative n°13 4 054 777, les associés ont convenu que M. [REDACTED] restait titulaire des droits de propriété intellectuelle attachés à l'exploitation de la revue LA RIVIERA Russe, de sorte qu'il a déposé la marque en son nom propre ; qu'ainsi, la cession des marques faite au profit de la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT le 8 octobre 2015 est régulière, M. [REDACTED] pouvant en disposer librement.

La société OMB PUBLISHING LTD oppose que la société RR EDITIONS ne pouvait être considérée que comme la légitime propriétaire de la marque LA RIVIERA Russe/RUSSKAYA RIVIERA déposée à l'INPI, pour son compte, le 26 juin 2011 et enregistrée sous le n°38 41 462 en classes 35, 38 et 41, le dépôt de la marque faisant référence à la société RR EDITIONS en cours de constitution comme bénéficiaire ; que, si un contrat de licence de marque a été signé le 26 septembre 2011 aux termes duquel M. [REDACTED] aurait donné à la société RR EDITIONS, représenté par lui-même, le droit d'usage de la marque, il n'a, pas plus que le procès-verbal d'assemblée générale antérieure l'autorisant, de date certaine, ces documents n'ayant été produits qu'après que le liquidateur de la société RR EDITIONS ait écrit, le 25 juin 2015, à M. [REDACTED] pour lui signaler que la marque était un actif de la liquidation judiciaire et qu'elle devait être réalisée au profit des créanciers de l'entreprise ; que M. [REDACTED] a déposé également, le 24 octobre 2013, une deuxième marque RUSSIAN RIVIERA/LA RIVIERA Russe au nom de la société RR EDITIONS et non pas en son nom personnel, ce qui prouve qu'elle était bien titulaire de la marque ; que la marque française verbale n°38 41 462 ne pouvait donc être transmise par M. [REDACTED] à la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT le 8 octobre 2015; que, concernant la marque semi-figurative en caractères cyrilliques n°40 54 777, la société RR EDITIONS en sa qualité de déposant initial de la marque 38 41 462, détient les droits sur le signe LA RIVIERA Russe / RUSSKAYA RIVIERA pour les services des classes 35, 38 et 41; que ce même signe constitue également sa dénomination commerciale depuis sa constitution, le 3 août 2011, aux termes de l'article 3 de ses statuts ; qu'en déposant le 15 décembre 2013, la marque n°40 54 777, semi-figurative en caractères cyrilliques, MM. [REDACTED] et [REDACTED] ont commis un acte de contrefaçon des droits de marque et des droits d'auteur antérieurs de la société RR EDITIONS; qu'ils n'ont pu ensuite transmettre de manière régulière la marque à la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT, laquelle est donc irrecevable à agir.

**SUR CE :**

Aux termes de l'article 122 du code de procédure civile, constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée.

La société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT justifie que, par contrats du 8 octobre 2015, inscrits à l'INPI le 12 octobre 2015, M. [REDACTED] lui a cédé les marques suivantes :

- la marque française verbale LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA n°11 3 841 462, déposée le 26 juin 2011, enregistrée le 14 octobre 2011 pour désigner des services des classes 35, 38 et 41,

- la marque française semi-figurative n°13 4 054 777 (déclinaison stylisée en caractères cyrilliques de RIVIERA RUSSE) :

РУССКАЯ РИВЬЕРА

déposée le 15 décembre 2013 et enregistrée le 18 avril 2014, pour désigner notamment des produits des classes 16, 35, 41 et 43, dont les journaux.

La réalité de cette cession n'est pas contestée.

La question posée au tribunal est de déterminer si, au moment de la cession, M. [REDACTED] était régulièrement propriétaire de ces marques.

Concernant la marque française verbale n°11 3 841 462, il est constant qu'elle a été déposée le 26 juin 2011 par M. [REDACTED], *"agissant pour le compte de la société LA RIVIERA RUSSE EDITIONS en cours de formation"* et les statuts de la société ont repris l'ensemble des actes passés en son nom.

Cependant, l'Inpi par une inscription datée du 18 septembre 2014 sous le n°0632412 a effectué une rectification en ce que la mention relative au déposant *"M. [REDACTED], agissant pour le compte de la société LA RIVIERA RUSSE EDITIONS en cours de formation"* a été remplacée par *"M. [REDACTED], chez Padieu, 46 blvd de la Villette 75019 Paris"*.

En l'état de cette rectification, publique et opposable aux tiers et qui n'est pas susceptible d'être contestée devant le tribunal de grande instance de Paris dans le cadre d'une instance en contrefaçon, il y a lieu de retenir que M. [REDACTED] était effectivement propriétaire de la marque française verbale n°11 3 841 462.

Et d'ailleurs, il apparaît du pacte conclu le 5 septembre 2011 entre les associés de la société RR EDITIONS, produit par la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT, dont il n'est pas établi que la réalité serait douteuse, que ceux-ci reconnaissaient que la marque appartenait

à M. [REDACTED], lequel en consentait un usage gratuit à la société RR EDITIONS.

Concernant la marque française semi-figurative n°13 4 054 777, elle a été déposée le 15 décembre 2013 par M. [REDACTED].

Le certificat d'identité de marque produit aux débats n'indique pas qu'elle aurait été déposée pour le compte de la société RR EDITIONS.

Aussi, en l'absence de modification ultérieure, M. [REDACTED] devait être considéré comme le propriétaire de cette marque, la société OMB PUBLISHING LTD ne pouvant se substituer à la société RR EDITIONS pour soutenir que ce dépôt serait une contrefaçon d'une marque antérieure dont cette dernière serait titulaire.

Aussi, M. [REDACTED] ayant régulièrement cédé la marque française verbale n°11 3 841 462 et la marque française semi-figurative n°13 4 054 777 à la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT, celle-ci doit être déclarée recevable en ses demandes.

#### Sur la contrefaçon de marques :

La société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT soutient que les rédacteurs du magazine LA ROULETTE RUSSE édité et mis en vente par la société OMB PUBLISHING LTD reprennent de manière quasi-identique et ce sans aucune justification ni autorisation, les caractéristiques propres du magazine LA RIVIERA RUSSE, à commencer par le titre même du magazine déposé et enregistré à titre de marque, se rendant ainsi coupables de contrefaçon de marques par imitation au sens de l'article L. 713-3 b) du code de la propriété intellectuelle ; que cette imitation s'apprécie globalement tant par la comparaison des signes et des produits en cause que par le risque de confusion auquel sera soumis le consommateur d'attention moyenne, lequel est important puisque les marques détenues par la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT bénéficient d'une notoriété certaine auprès de la communauté russe vivant ou visitant la France, la revue LA RIVIERA RUSSE ayant été célébrée comme étant sans doute la meilleure publication russe en Europe ; que la reproduction en cyrillique de la dénomination LA ROULETTE RUSSE est une quasi-imitation de la marque semi-figurative n°40 54 777, 11 caractères étant identiques ; que les deux logos utilisent la même police de caractère très particulière et distinctive ; que le logo LA ROULETTE RUSSE est reproduit avec les mêmes spécificités que la marque semi-figurative ; que les expressions LA ROULETTE RUSSE ou encore RUSSIAN ROULETTE, disposées de manière quasi-identique seront perçues par le public pertinent comme des déclinaisons de la marque française verbale LA RIVIERA RUSSE/ RUSSKAYA RIVIERA n°113841462, créant ainsi un risque de confusion, supporté par les similarités visuelles, phonétiques et conceptuelles des signes en causes ; que les marques ont notamment été enregistrées pour les classes de services 35 et 41, lesquelles couvrent les services « d'abonnement à des journaux ; reproduction de documents ; publicité ; diffusion d'annonces publicitaires ; publication de textes publicitaires ; informations en matière de divertissement ; ... » ; que la marque semi-figurative

n°40 54 777 couvre également la classe 16 visant les « *produits de l'imprimerie ; photographies ; livres ; journaux* » ; que les marques, hautement distinctives, couvrent des produits et services identiques à l'édition et la commercialisation du magazine LA ROULETTE RUSSE, laissant supposer que ce magazine ne serait que la déclinaison du magazine antérieur LA RIVIERA RUSSE.

La société OMB PUBLISHING LTD réplique que la dénomination RUSSIAN ROULETTE se distingue de la marque verbale n°38 41 462 LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA, le seul terme en commun étant le mot « Russe » ; que, conformément à l'article L.711-2, b), du code de la propriété intellectuelle, sont dépourvus de caractère distinctif les signes ou dénominations pouvant servir à désigner une caractéristique du produit ou du service, et notamment l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, la provenance géographique, l'époque de la production du bien ou de la prestation de service ; que l'adjectif "russe" pour désigner un magazine écrit en langue russe, et à destination d'un public russe et russophone est dénué de tout caractère distinctif ; que l'utilisation de l'adjectif « russe » ne peut donc faire l'objet d'une appropriation par un déposant, s'agissant d'un adjectif désignant un pays ; que seul le terme « Riviera » est distinctif et bien différent du terme « Roulette » ; qu'il en est de même s'agissant de la marque semi-figurative n°40 54 777 ; qu'en effet, il n'y a aucune ressemblance entre cette marque et le titre du magazine RUSSIAN ROULETTE des éditions 2, 3 et 4 ; que ce magazine porte un titre en anglais et il ne s'agit pas des caractères cyrilliques du dépôt n°40 54 777, ni du signe déposé sous le n°38 41 462, en français et en russe ; que les demandeurs ne bénéficient d'aucune protection sur le signe en anglais ; que la seule marque déposée en anglais l'a été sous le n°40 42 209, le 24 octobre 2013, par la société RR EDITIONS mais elle n'a pas été publiée ; que, concernant la première édition du magazine RUSSIAN ROULETTE, il n'y a aucune ressemblance entre ce titre et la marque française verbale LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA, qui n'a pas été déposée en cyrilliques et ne comporte pas de logo ; que le public visé par le journal la RIVIERA RUSSE est russe et russophone et que, par conséquent, le risque de confusion doit être apprécié au regard des particularités de ce public ; qu'il ne peut faire une confusion entre les termes LA RIVIERA RUSSE et RUSSIAN ROULETTE, qui ne présentent aucune similarité, leur signification étant différente ; que la contrefaçon n'est donc pas établie.

#### SUR CE :

Conformément à l'article L 716-1 du code de la propriété intellectuelle, l'atteinte portée au droit du propriétaire de la marque constitue une contrefaçon, qui peut être prouvée par tout moyen en vertu de l'article L 716-7 du même code, engageant la responsabilité civile de son auteur. Constitue une atteinte aux droits de la marque la violation des interdictions prévues aux articles L 713-2, L 713-3 et L 713-4 du même code.

Aux termes de l'article L 713-3 du code de propriété intellectuelle, sont interdits, sauf autorisation du propriétaire, s'il peut en résulter un risque de confusion dans l'esprit du public :

a) La reproduction, l'usage ou l'apposition d'une marque, ainsi que

l'usage d'une marque reproduite, pour des produits ou services similaires à ceux désignés dans l'enregistrement ;

b) L'imitation d'une marque et l'usage d'une marque imitée, pour des produits ou services identiques ou similaires à ceux désignés dans l'enregistrement.

En application du droit interne interprété à la lumière de la directive 2008/95/CE du 22 octobre 2008 rapprochant les législations des États membres conformément au principe posé par l'arrêt Von Colson et Kamann c. Land Nordrhein-Westfalen du 10 avril 1984 comme en application directe du droit communautaire, le risque de confusion doit faire l'objet d'une appréciation abstraite par référence au dépôt d'une part en considération d'un public pertinent correspondant au consommateur des produits et services concernés normalement informé et raisonnablement attentif et avisé, et d'autre part par comparaison entre le signe litigieux utilisé et la marque protégée par référence à son enregistrement indépendamment de ses conditions d'exploitation mais également par comparaison des services et produits visés dans l'enregistrement et des produits et services commercialisés sous le signe litigieux. Le risque de confusion est en outre analysé globalement : tous les facteurs pertinents, dont la notoriété de la marque et l'importance de sa distinctivité, doivent être pris en considération, l'appréciation globale de la similitude de la marque et du signe litigieux devant être fondée sur l'impression d'ensemble qu'ils produisent au regard de leurs éléments distinctifs et dominants.

La contrefaçon s'appréciant par référence à l'enregistrement de la marque, les conditions d'exploitation du signe par le titulaire de la marque sont indifférentes : seules doivent être prises en compte les conditions d'exploitation du signe litigieux et de commercialisation des produits argués de contrefaçon à l'égard desquels la perception du public pertinent sera examinée par référence au signe et aux produits et services visés au dépôt.

Dans ce cadre, en l'espèce, le public pertinent est constitué par le consommateur résidant sur le territoire français pratiquant la langue russe, le magazine RUSSIAN ROULETTE/LA ROULETTE RUSSE étant rédigé en russe.

Il est rappelé que la marque française verbale LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA n°11 3 841 462 a été déposée pour les services des classes 35, 38 et 41, tandis que la marque semi-figurative n°13 4 054 777 a été déposée pour désigner des produits des classes 16, 35, 41 et 43.

La société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT soutient que le magazine RUSSIAN ROULETTE/LA ROULETTE RUSSE reproduirait par imitation, sans son autorisation, ces deux marques, en particulier dans les classes 35 et 41 couvrant notamment les services suivants : *“ publicité, services d'abonnement à des journaux (pour des tiers), reproduction de documents, diffusion d'annonces publicitaires, publication de textes publicitaires ”* (classe 35), *“ informations en matière de divertissement ”* (classe 41), et également pour la marque semi-figurative n°13 4 054 777, les produits suivants, en classe 16, *« produits de l'imprimerie, photographies, livres, journaux »*.



Il apparaît que ces marques couvrent des produits et services identiques à l'édition et la commercialisation du magazine LA ROULETTE RUSSE.

Sur la comparaison des signes, concernant la marque française verbale LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA, il est observé que la reproduction sur le magazine litigieux du signe RUSSIAN ROULETTE/LA ROULETTE RUSSE est présenté de la manière suivante, sur les numéros 3 et suivants du magazine, le numéro 2 n'étant pas communiqué par les parties :



(Magazine n°3)

Il apparaît que le signe RUSSIAN ROULETTE, en très gros caractères noirs, occupe le haut de la couverture, le signe LA ROULETTE RUSSE en français figurant en petits caractères rouges en bas à droite du mot ROULETTE en noir.

Aussi, le public pertinent retiendra surtout le signe visuel RUSSIAN ROULETTE, lequel est très différent de LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA.

En effet, dans la marque opposée, l'élément déterminant du signe qui lui confère sa distinctivité est RIVIERA, tandis que, pour la reproduction sur le magazine litigieux, l'élément déterminant du signe qui lui confère sa distinctivité est ROULETTE.

Sur le plan auditif, les signes sont également différents puisqu'ils se prononcent différemment, le premier signe laissant entendre 3 syllabes (RI-VIE-RA) quand le second en laisse entendre deux (ROU-LETT').

Leur signification est également distincte : LA RIVIERA RUSSE se référant à la Côte d'Azur fréquentée par les touristes russes, tandis que LA ROULETTE RUSSE évoque un "jeu" mortel avec une arme à feu réputé pour être pratiqué par les russes.

Compte tenu des différences exposées, il n'y a donc aucun risque de confusion entre les signes dans l'esprit du public pertinent, et ce, en dépit des attestations produites par la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT qui n'apparaissent pas pertinentes.

Aussi, la contrefaçon par imitation de la marque française verbale LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA n'est pas établie.

Concernant la contrefaçon de la marque semi-figurative

La société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT oppose le premier numéro du magazine RUSSIAN ROULETTE/LA ROULETTE RUSSE, dont le signe est reproduit sur la couverture comme suit :



Le titre est reproduit en caractères cyrilliques stylisés noirs, sauf la petite troisième lettre basse du deuxième mot en rouge, avec, en bas à droit du signe, en petits caractères latins rouges: LA ROULETTE RUSSE.

Il est relevé que le deuxième mot reproduit en cyrillique stylisé est totalement distinct de celui de la marque opposée.

Les signes sont donc visuellement différents.

Sur la plan auditif, les demandeurs ne donnent aucune précision sur la prononciation précise de la marque représentée en caractères cyrilliques et si le signe se prononce effectivement RIVIERA RUSSE sans altération. Il en est de même pour le titre en cyrillique du magazine litigieux.

La comparaison des signes au niveau auditif est donc impossible.

Sur le plan conceptuel, les signes sont également très différents, les termes RIVIERA RUSSE et ROULETTE RUSSE ne pouvant être confondus.

Le public pertinent russophone ne peut faire de confusion entre le signe figurant sur le magazine, qui est même traduit en français sur la couverture, et la marque semi-figurative.

РУССКАЯ РИВЕРА

Aussi, la contrefaçon par imitation de la marque semi-figurative n°13 4 054 777 n'est pas plus caractérisée.

La société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT sera donc déboutée de ses demandes formées au titre de la contrefaçon de marques.

**Sur la concurrence déloyale et parasitaire :**

M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT soutiennent que les défendeurs se sont livrés à des comportements déloyaux et parasitaires à leur encontre ; qu'ils rappellent qu'est punissable l'imitation qui entraîne une perte du caractère distinctif et attractif du magazine LA RIVIERA RUSSE, celui-ci étant banalisé par l'exposition et la mise en vente de ces copies de bien moindre qualité qui galvaudent la revue originale ; que les défendeurs ont détourné les efforts créatifs initiaux sans supporter les investissements qui y sont liés ; que les défendeurs ont repris les rubriques du magazine LA RIVIERA RUSSE ; que, sur les 9 rubriques qui composent le sommaire de LA ROULETTE RUSSE aux pages 12 et 13, 6 sont identiques et figurent dans les sommaires des magazines de LA RIVIERA RUSSE, notamment aux numéros 7, 8 et 9 ; que les défendeurs ont repris pour le compte du nouveau magazine des articles ayant été vendus à la société RR EDITIONS ; que la société OMB PUBLISHING LTD cherche délibérément à se placer dans le sillage du magazine LA RIVIERA RUSSE, en le présentant sur les mêmes points de vente, auprès des mêmes annonceurs et en visant le même public, dans l'objectif de profiter de sa notoriété, bien établie au sein de la communauté russe en France ; que les défendeurs ont privé M. [REDACTED] de la possibilité de poursuivre le magazine LA RIVIERA RUSSE ; que M. [REDACTED] et son épouse, Mme [REDACTED] ont fondé la société OMB PUBLISHING qui édite le magazine LA ROULETTE RUSSE ; que Mme [REDACTED], qui a participé en tant que rédactrice et vice-présidente de communication à la revue LA RIVIERA RUSSE, a participé en toute mauvaise foi à la création du magazine LA ROULETTE RUSSE ; qu'il en est de même pour M. [REDACTED] actuellement directeur marketing France de la LA ROULETTE RUSSE, qui occupait précédemment cette position au sein du magazine LA RIVIERA RUSSE, lesquels ont utilisé leurs contacts antérieurs pour le lancement du nouveau magazine en alimentant la confusion avec le magazine antérieur.

La société OMB PUBLISHING LTD, M. [REDACTED], Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] opposent, que, si des actes de cette nature étaient établis, ils ne pouvaient être commis qu'au préjudice de la société RR EDITIONS, editrice et seule exploitante de la revue LA RIVIERA RUSSE ; qu'en outre, la concurrence déloyale ne peut exister qu'entre deux personnes en situation de concurrence ; que ni M. [REDACTED], ni la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT ne sont éditeurs d'une revue en concurrence avec RUSSIAN ROULETTE ; que le magazine LA RIVIERA RUSSE a cessé d'être édité lors de la liquidation judiciaire de la société RR EDITIONS ; que son dernier numéro est d'ailleurs paru en hiver 2014, tandis que le magazine RUSSIAN ROULETTE est paru pour la 1ère fois en juillet 2015 ; que les deux magazines ont été édités sur des zones géographiques différentes ; que LA RIVIERA RUSSE ne visait que les lieux de villégiature de la jet set russe en France et en Suisse et ne publiait aucune revue à Londres alors que RUSSIAN ROULETTE a une diffusion

européenne et majoritairement à Londres et en France ; que la ligne éditoriale des deux magazines est différente puisque LA RIVIERA Russe a un contenu culturel et underground alors que RUSSIAN ROULETTE publie des articles très diversifiés qui peuvent avoir trait à la mode, la beauté, les voitures de sport, le polo, le yachting etc; que l'environnement du magazine est beaucoup plus « Fashion and Style » avec un accent sur le luxe et la jet set ; que les contenus et les public sont donc différents ; qu'il n'y a eu aucune appropriation de LA RIVIERA Russe par RUSSIAN ROULETTE ; que, concernant les faits de parasitisme allégués, M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT, dont aucun d'eux n'a été l'éditeur de la revue LA RIVIERA Russe, ne démontrent les investissements financiers et/ou humains qu'ils auraient engagés pour concevoir le magazine et pour cause, seule la société RR EDITIONS, qui est à l'origine de la publication de la revue, a effectué ces investissements.

#### SUR CE :

En vertu des dispositions des articles 1382 et 1383 (devenus 1240 et 1241) du code civil, tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, chacun étant responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

La concurrence déloyale doit être appréciée au regard du principe de la liberté du commerce qui implique qu'un signe qui ne fait pas l'objet de droits de propriété intellectuelle puisse être librement reproduit sous certaines conditions tenant à l'absence de faute par la création d'un risque de confusion dans l'esprit de la clientèle sur l'origine du produit, circonstance attentatoire à l'exercice paisible et loyal du commerce.

L'appréciation de la faute au regard du risque de confusion doit résulter d'une approche concrète et circonstanciée des faits de la cause prenant en compte notamment le caractère plus ou moins servile, systématique ou répétitif de la reproduction ou de l'imitation, l'ancienneté d'usage, l'originalité et la notoriété de la prestation copiée.

Or, en l'espèce, M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT ne sont pas en situation de concurrence avec la société OMG PUBLISHING LTD qui publie le magazine RUSSIAN ROULETTE/LA ROULETTE Russe.

En effet, les demandeurs n'ont jamais publié le magazine LA RIVIERA Russe. Seule la société RR EDITIONS en était l'éditeur, laquelle est en liquidation judiciaire depuis le 2 juin 2015.

Or, cette société, par le biais des organes la représentant dans le cadre de la procédure collective, n'est pas intervenue dans la cause pour former des demandes à son profit.

En toute hypothèse, le dernier numéro du magazine LA RIVIERA Russe a été publié à la fin de l'année 2014, tandis que le premier numéro du magazine RUSSIAN ROULETTE/LA ROULETTE Russe a été publié en juillet 2015.

Aussi, les magazines n'ayant jamais été publiés en même temps, le risque de confusion dans l'esprit du public est exclu.

Les demandes formées au titre de la concurrence déloyale seront donc écartées.

Sur les faits de parasitisme allégués, il est rappelé que le parasitisme, qui s'apprécie dans le même cadre que la concurrence déloyale dont il est une déclinaison mais dont la constitution est toutefois indifférente au risque de confusion, consiste dans le fait pour une personne physique ou morale de profiter volontairement et déloyalement sans bourse délier des investissements, d'un savoir faire ou d'un travail intellectuel d'autrui produisant une valeur économique individualisée et générant un avantage concurrentiel.

Or, ainsi que le relèvent les défendeurs à juste titre, M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT ne justifient pas des investissements qu'ils auraient personnellement engagés pour concevoir le magazine LA RIVIERA RUSSE et pour l'éditer.

Aussi, les demandes formées au titre du parasitisme seront également écartées, ainsi que la demande de dommages-intérêts de M. [REDACTED] pour préjudice moral qui n'est pas justifiée.

Sur la demande de dommages-intérêts pour procédure abusive formée par la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED] :

La société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED] font valoir que M. [REDACTED] ne pouvait ignorer qu'il ne pouvait agir à un titre quelconque pour obtenir la réparation de prétendues atteintes à des droits qui appartiennent en réalité à la société RR EDITIONS, tandis que la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT, qui savait également que M. [REDACTED] était dépourvu de tout droit, a abusivement publié sur son compte Tweeter un tweet relatif aux poursuites qu'elle a engagées contre la société OMB PUBLISHING LTD pour la violation de ses droits de propriété intellectuelle.

M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT s'opposent à cette demande.

#### SUR CE :

En application de l'article 1240 du code civil, tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

L'exercice d'une action en justice constitue par principe un droit et ne dégénère en abus pouvant donner naissance à une dette de dommages et intérêts que dans le cas de malice, de mauvaise foi ou d'erreur équipollente au dol.

M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT ont pu se méprendre sur l'étendue de leurs droits. Au demeurant, les défendeurs ne justifient d'aucun préjudice distinct de celui né de la nécessité de se défendre en justice qui est intégralement réparé par l'allocation d'une indemnité au titre de l'article 700 du code de procédure civile. Leur demande reconventionnelle en dommages-intérêts pour procédure abusive sera en conséquence rejetée, la preuve n'étant pas rapportée que le tweet envoyé par la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT présentait un caractère malveillant.

La demande formée au titre de l'amende civile sera également écartée.

Sur les demandes accessoires :

L'équité commande de condamner in solidum M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT à payer à Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED] 1.000 euros chacun au titre de l'article 700 du code de procédure civile, ainsi que 5.000 euros à la société OMB PUBLISHING LTD sur ce même fondement.

En revanche, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande formée par M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT à ce titre.

Compte tenu de la nature du jugement, l'exécution provisoire n'est pas nécessaire.

M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT seront condamnés in solidum aux dépens.

**PAR CES MOTIFS**

**Le tribunal, statuant publiquement, par jugement contradictoire et en premier ressort, mis à la disposition par le greffe le jour du délibéré,**

Déclare M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT irrecevables en leurs demandes formées contre M. [REDACTED], Mme [REDACTED] et M. [REDACTED] au titre de la contrefaçon,

Déclare M. [REDACTED] irrecevable en ses demandes formées au titre des droits d'auteur sur le magazine LA RIVIERA RUSSE contre la société OMB PUBLISHING LTD,

Dit que la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT est propriétaire de la marque française verbale LA RIVIERA RUSSE/RUSSKAYA RIVIERA n° 11 3 841 462 et de la marque française semi-figurative n° 13 4 054 777,

Déboute la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT de ses demandes formées au titre de la contrefaçon de ces marques à l'encontre de la société OMB PUBLISHING LTD,

Déboute M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT de leurs demandes formées au titre de la concurrence déloyale et du parasitisme,

Déboute M. [REDACTED] de sa demande formée au titre du préjudice moral,

Dit n'y avoir lieu à amende civile,

Condamne in solidum M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT à payer à Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED] 1.000 euros chacun et 5.000 euros à la société OMB PUBLISHING LTD au titre de l'article 700 du code de procédure civile,

Déboute M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT de leurs demandes formées au titre de leurs frais irrépétibles,

Rejette le surplus des demandes de la société OMB PUBLISHING LTD, Mme [REDACTED] et MM. [REDACTED] et [REDACTED],

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire,

Condamne in solidum M. [REDACTED] et la société GRINGO PACIFIC MEDIA MANAGEMENT aux entiers dépens de l'instance.

Fait et jugé à Paris le 21 juin 2018

Le Greffier

Le Président

